



Numéro 23

Novembre 2023

Le dilemme de sécurité des impérialistes

Les valeurs qui permettent les crimes contre l'humanité ne donnent pas de légitimité à la démocratie canadienne

– Pauline Easton –

- **Des témoignages attribuent à Israël la responsabilité des morts et des destructions massives du 7 octobre**
- **Israël continue son assaut criminel malgré les «pauses humanitaires»**

Reportage photo : 16 au 19 novembre

- **Opposition mondiale aux crimes de guerre d'Israël contre le peuple palestinien**

Le dilemme de sécurité des impérialistes

Les valeurs qui permettent les crimes contre l'humanité ne donnent pas de légitimité à la démocratie canadienne

– Pauline Easton –

Cette fin de semaine, les 17, 18 et 19 novembre, a eu lieu la méprisable 15e Conférence des fauteurs de guerre à Halifax – l'événement annuel appelé Forum d'Halifax sur la sécurité internationale. Les forces antiguerre regroupées dans No Harbour for War et l'Association Canada-Palestine de l'Atlantique ont tenu un militant rassemblement avec la participation de 500 personnes dans le Parc de la paix et de la liberté d'Halifax pour dénoncer l'événement. Il s'agit d'un événement qui amène à Halifax les responsables des crimes de guerre les plus odieux, les promoteurs des changements de régime par les États-Unis et l'OTAN, des révolutions de couleur, de la réaction et du néonazisme en Ukraine et ailleurs. Cette année, Ehud Barak, ancien général et premier ministre israélien, figure parmi les participants. La conférence accueille également des soi-disant experts de toutes sortes issus des ministères de la défense, des collègues militaires, des groupes de réflexion, des médias monopolisés et des gouvernements. Les délibérations de la conférence partent du point de vue que les États-Unis sont la nation indispensable tel que partagé par les autres puissances impérialistes et anciennes puissances coloniales telles que la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, ainsi que le Japon, et leurs apaiseurs tels que le Canada et les pays sous leur tutelle. Son objectif est de trouver des solutions au dilemme de sécurité des impérialistes, qui consiste essentiellement à dominer le monde tout en faisant en sorte que les peuples n'aient pas leur mot à dire sur les questions cruciales de la guerre et de la paix, du crime et de la punition, de

l'environnement, etc. Une des caractéristiques de ceux qui participent à ce forum est qu'ils justifient les crimes qui sont commis contre l'humanité aujourd'hui au nom de leurs valeurs qu'ils disent supérieures.

Les impérialistes et leurs représentants et experts dans les gouvernements et dans les domaines de la défense, de la sécurité et du renseignement sont en proie à l'arrogance et à l'angoisse impérialistes découlant d'une préoccupation morbide de la défaite. Le Forum d'Halifax est même incapable de dire comment se posent les problèmes auxquels leur système est aux prises, sans parler de leur trouver des solutions. C'est ce qui ressort des remarques du ministre de la Défense du Canada, l'ancien chef de la police de Toronto, Bill Blair, lors de l'ouverture du Forum le 17 novembre. Il a déclaré que la guerre en Ukraine et « le conflit entre Israël et le Hamas au Moyen-Orient » sont le résultat d'« un effondrement du droit international dans un monde de plus en plus dangereux et violent ».

Bien entendu, l'analyse des causes de cet effondrement n'est pas à la portée des experts qui sont pris dans le borbier des vieilles formulations et de la vieille pensée conçues pour maintenir les peuples sous l'emprise des grandes puissances. Ces vieilles formulations et cette vieille pensée ne permettent plus de décrire ce qui se passe dans le monde et ne sont d'aucune utilité pour les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN face à leur dilemme en matière de sécurité.

À cette occasion, les forces progressistes dénoncent une fois de plus ce soi-disant forum sur la sécurité. Quelles que soient les discussions qu'ils y tiennent, quels que soient les plans qu'ils y définissent, les participants à ce forum ne parviendront jamais à convaincre qui que ce soit que les valeurs des impérialistes américains, de la Grande-Bretagne, du Canada et des anciennes puissances d'Europe sont les valeurs des peuples du monde qui veulent voir triompher la paix, la liberté et la démocratie. La légitimité de leur système est en crise plus que jamais. Avec les crimes actuellement commis contre la Palestine, cette crise de légitimité s'aggrave de jour en jour et est manifestement irrémédiable.



À cet égard, l'une des questions urgentes que ce forum sur la sécurité internationale n'aborde pas est comment tenir Israël responsable des crimes qu'il commet contre le peuple palestinien avec le soutien des États-Unis, non seulement depuis le 7 octobre, mais aussi depuis 75 ans. Il est indéniable que la situation constatée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à l'hôpital al-Chifa à la suite des bombardements, de l'invasion et des massacres par Israël est du même calibre que celle qu'ont constatée les soldats qui ont libéré les survivants des camps de concentration lorsqu'ils sont arrivés sur place durant les derniers jours de la Deuxième Guerre mondiale. Des crimes horribles, une inhumanité sans nom, une conscience privée de tout ce que les êtres humains ont engendré dans leur marche historique vers l'humanisation de l'environnement social et naturel qui, aujourd'hui, est si nécessaire, si désiré.

Les Forces de défense israéliennes (FDI) commettent des crimes odieux contre la population de Gaza, de Cisjordanie et de Jérusalem-Est, tandis que leurs soutiens, avec leur mainmise sur le Conseil de sécurité des Nations unies, les laissent faire, invoquant le prétendu droit d'Israël de se défendre. Ils légitiment les actions d'Israël en affirmant que le Hamas est terroriste et que leur objectif est d'éliminer le quartier général des terroristes. Comme d'habitude, il n'y a aucune preuve de terrorisme, sauf de celui d'Israël.

Les défenseurs des crimes odieux commis au nom de valeurs civilisées et d'idéaux élevés

prétendent que la démocratie à l'américaine est supérieure et doit être adoptée par le monde entier. C'est tout ce qu'ils ont pour maintenir leur hégémonie, mais ces valeurs et cette démocratie sont en lambeaux. Malgré leurs tentatives de présenter le Hamas comme une organisation terroriste, des témoignages rapportés par les journaux israéliens *Ha'aretz* et *Yedioth Ahronoth* montrent que les énormes pertes humaines et matérielles survenues le 7 octobre, lorsque le Hamas a lancé l'opération Déluge al-Aqsa pour frapper des cibles militaires, ont été causées par ce que l'on appelle des « tirs amis » – les FDI tirant dans toutes les directions sans discernement. Lors de son opération militaire du 7 octobre, le Hamas n'a pas décapité de bébés, ni violé de femmes, ni commis les autres crimes dont l'accuse la machine de propagande israélienne. Ce sont les mensonges répétés par ceux qui savent que ce sont des mensonges. Ils suivent l'exemple de la « guerre contre la terreur » des impérialistes américains et de George W. Bush après les attentats 11 septembre 2001, que les peuples du monde ont d'ailleurs rejetée. Ils rejettent aussi les tentatives actuelles de confondre le droit du peuple palestinien de résister à l'occupation, reconnu par le droit international, avec le terrorisme.

Faire le procès des Palestiniens pour détourner l'attention des actions israéliennes est la ruse des puissances impérialistes et de leurs médias, également typique au Canada, comme si cela pouvait justifier des massacres de sang-froid et des bombardements aveugles, l'utilisation de phosphore blanc et d'autres choses du même genre.

De même, la vidéo de CNN censée montrer un quartier général du Hamas sous l'hôpital al-Chifa s'est révélée non crédible. De plus, les déclarations des dirigeants israéliens montrent clairement une intention qui rend leurs actions et celles de leurs complices clairement justiciables.



Les crimes contre la Palestine reposent tous sur une gigantesque fraude de l'histoire. Israël n'a jamais appliqué les termes de la résolution 181 des Nations unies, adoptée le 29 novembre 1947, qui établissait l'État israélien. Aux termes de cette résolution, le mandat britannique en Palestine a été divisé en deux États, l'un arabe et l'autre juif, et un statut international a été accordé à la ville de Jérusalem en tant que capitale commune des deux États.

Comme l'a déclaré le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, lors de la session d'ouverture du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien en 2022, « il n'y a pas de plan B ». Pourtant, Israël a continué, depuis sa création, à déplacer et à déposséder les Palestiniens, dans son objectif de génocide.

Les graves violations du droit international commises par Israël ont été exacerbées par l'arrivée au pouvoir de colons sionistes et d'extrémistes, y compris au poste de premier

ministre. Ils commettent des crimes de plus en plus odieux contre les Palestiniens, tels que des prises de possession armées brutales de maisons ancestrales pendant la nuit ou à l'aube. Les vieillards, hommes, femmes et enfants sont jetés à la rue et quiconque résiste est mis en état d'arrestation ou tué de sang-froid.

Les Canadiennes et les Canadiens exigent que les représentants du gouvernement et les médias qui répètent qu'Israël a le droit de se défendre expliquent pourquoi ils ne discutent jamais des devoirs

d'Israël en tant que force d'occupation. Ils doivent expliquer pourquoi ils tremblent de peur devant la menace d'être accusés de crimes de haine s'ils osent critiquer Israël et pourquoi ils choisissent plutôt de justifier l'injustifiable. Tout cela se fait au nom de la défense des valeurs canadiennes. Or, malgré l'usage de la force de l'État et les excès judiciaires pour criminaliser ceux qui agissent selon leur conscience quand ils dénoncent les crimes que commet Israël, les valeurs qui cautionnent des crimes contre l'humanité ne donneront pas à la démocratie canadienne la légitimité qui lui fait tant défaut.

Pendant ce temps, les peuples du monde sont confrontés à un problème qui exige une solution : comment mettre fin à l'occupation israélienne de Gaza et de la Cisjordanie et rétablir les frontières légitimes de l'État de la Palestine, avec sa capitale à Jérusalem, conformément aux résolutions des Nations unies et au droit international. Tant que les relations internationales sont prises en otage par l'hégémonie, les crimes et le droit de veto des États-Unis, l'Assemblée générale des Nations unies continue d'adopter des résolutions exigeant la justice pour la Palestine sans que rien n'aboutisse.

Les Canadiennes et les Canadiens rejettent le silence de leur gouvernement sur les crimes d'Israël à Gaza et en Cisjordanie depuis le 7 octobre. Ce silence s'inscrit dans l'adoption par le gouvernement fédéral de la définition de l'antisémitisme donnée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste en 2019. Cette définition est activement utilisée pour affirmer à tort que toute personne critiquant les crimes d'Israël contre la Palestine est antisémite et fait de l'incitation à la haine. Depuis, le gouvernement Trudeau a annoncé son intention de mettre en oeuvre des plans visant à renforcer la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et le *Code criminel* afin de lutter plus efficacement contre ce qu'il appelle l'antisémitisme et la haine en ligne et de légitimer le recours aux pouvoirs de police pour criminaliser la conscience et la parole.

Les Canadiennes et les Canadiens dénoncent le silence, la complicité et la politique d'apaisement du Canada envers les plans de guerre des États-Unis et les crimes d'Israël. Cela comprend l'accueil qu'il donne à la 15e Conférence annuelle des auteurs de guerre à Halifax, où toutes sortes de criminels et de promoteurs de la guerre impérialiste font et partagent des calculs sur la façon de maintenir la légitimité de leur système et de réduire au silence tous ceux qui ne se conforment pas à leurs valeurs.

Partout au pays, les Canadiennes et les Canadiens réitèrent leur admiration pour l'héroïsme du peuple palestinien qui montre la nécessité de trouver un moyen de mettre fin à ces crimes une fois pour toutes. Aujourd'hui et à l'avenir, nous sommes tous Palestiniens ! La voix des peuples, notre voix, est décisive.



Des témoignages attribuent à Israël la responsabilité des morts et des destructions massives du 7 octobre

Israël est passé maître dans l'art d'inciter à la haine et à la vengeance contre l'ensemble du peuple palestinien en attribuant des crimes odieux au Hamas et en affirmant ensuite que tous les Palestiniens devraient payer pour ces crimes. Il qualifie d'abord le Hamas d'organisation terroriste, puis lui impute des actes de terrorisme qu'il n'a en fait jamais commis. Dans le cas de l'opération militaire du Hamas le 7 octobre, qui a brisé le mur d'apartheid israélien, les journaux israéliens ont publié des rapports et des entrevues qui racontent l'histoire de ce qui s'est passé ce jour-là.



Vue aérienne des dommages causés par les forces de défense israéliennes le 7 octobre 2023, faussement attribués à la Résistance palestinienne

Le colonel Nof Erez, réserviste de l'armée de l'air israélienne, a décrit les actions menées par Israël le 7 octobre comme « un événement Hannibal de masse », en référence à une directive controversée ordonnant aux commandants israéliens de tuer leurs propres soldats pour éviter qu'ils ne soient faits prisonniers. Dans une interview accordée à *Ha'aretz* le 15 novembre, le colonel Erez a évoqué la réaction de la flotte israélienne d'hélicoptères d'attaque Apache lorsque des combattants du Hamas ont infiltré des bases militaires et des colonies dans le but d'amener des soldats et des civils en captivité à Gaza. Il décrit comment les pilotes ont ouvert le feu à plusieurs endroits le long de la barrière frontalière pour empêcher le Hamas de ramener les captifs, tuant à la fois des combattants du Hamas et des Israéliens. En conséquence, « la directive Hannibal a probablement été déployée parce qu'une fois que vous détectez une prise d'otages, c'est Hannibal », a-t-il déclaré. Une enquête menée en 2003 par *Ha'aretz* sur cette directive a conclu que « du point de vue de l'armée, un soldat mort vaut mieux qu'un soldat captif qui souffre lui-même et oblige l'État à libérer des milliers de captifs pour obtenir sa libération ».

Le 19 novembre, le même journal a publié le rapport d'une évaluation de la sécurité israélienne basée sur une enquête de la police qui a conclu qu'un hélicoptère militaire israélien a ouvert le feu sur le festival de musique, le Supernova Sukkot, qui se déroulait près du kibboutz de Réïm, à environ cinq kilomètres du mur que les occupants israéliens ont construit pour garder les habitants de Gaza emprisonnés. Cette attaque par hélicoptère militaire a fait de nombreux morts et blessés parmi les Israéliens qui participaient au festival, écrit *Ha'aretz* qui cite le rapport.

Un autre journal israélien, *Yedioth Ahronoth*, a également publié un rapport sur l'intervention des hélicoptères de l'armée de l'air israélienne dans l'attaque menée par le Hamas depuis Gaza le 7 octobre. Le journal rapporte que les forces israéliennes « ont eu du mal à identifier les militants du Hamas ». Les pilotes d'hélicoptères ont « utilisé l'artillerie » contre les civils présents au festival. Pour détourner l'attention du fait que les militaires israéliens ont reçu l'ordre de tirer sans discernement, la justification habituelle est donnée qui consiste à dire que le Hamas se cachait parmi les civils israéliens. « Les terroristes du Hamas ont reçu l'ordre de se fondre lentement dans la foule et de ne bouger sous aucun prétexte », indique le rapport cité par le journal. « De cette manière, ils ont essayé de tromper l'armée de l'air en lui faisant croire que ceux qui se trouvaient en dessous étaient des Israéliens. Cette tromperie a fonctionné pendant un certain temps, jusqu'à ce que les hélicoptères Apache doivent se libérer de toute contrainte. Les pilotes ont eu du mal à distinguer qui était un terroriste et qui était un Israélien », lit-on dans le rapport.

Le journal précise que « lorsqu'ils s'en sont rendu compte, certains d'entre eux [les pilotes] ont décidé d'utiliser des obus d'artillerie contre les terroristes sans demander l'autorisation de leurs supérieurs ». Le rapport de police estime à 364 le nombre de personnes tuées lors du festival, sans toutefois révéler leur identité.

En fait, depuis le 7 octobre, les récits des témoins oculaires montrent clairement que la propagande d'Israël, répétée *ad nauseam* par le Canada, est basée sur des faussetés. Les enquêtes sur le nombre de militaires et de civils tués montrent également qu'il n'y a pas eu de bébés et que les effroyables restes carbonisés sont dus à l'artillerie lourde d'Israël, et non au Hamas. L'ampleur des destructions causées est également sans commune mesure avec le type d'artillerie que transportait le Hamas.



Destructions massives causées par les Forces de défense israéliennes le 7 octobre 2023 au kibboutz de Kfar Aza, faussement attribuées à la Résistance palestinienne, qui ne possède pas d'artillerie lourde et n'a pas pu apporter d'armes lourdes lorsqu'elle a franchi la barrière frontalière en parapente, qui auraient pu causer de tels dommages.



Israël continue son assaut criminel malgré les «pauses humanitaires»



Des milliers de patients, de personnes déplacées et de membres du personnel fuient après avoir été chassés de l'hôpital al-Chifa sous la menace des armes par les forces de défense israéliennes, le 18 novembre 2023.

Malgré l'annonce de « pauses humanitaires » pour soulager les souffrances et la famine de la population de Gaza, Israël poursuit l'escalade de ses atrocités avec de nouvelles attaques contre des hôpitaux, des mosquées et des écoles des Nations unies et l'expulsion par la force de milliers de patients de l'hôpital al-Chifa et de personnes qui y avaient trouvé refuge, alors qu'aucun endroit de

Gaza n'est sûr et qu'il n'y a pas de refuge. L'hôpital al-Wafa, un établissement de soins pour personnes âgées, a été bombardé et le directeur médical a été tué. Des dizaines de personnes ont péri dans le bombardement de la mosquée de Gaza par Israël.

Les rapports indiquent également que la Résistance a infligé des pertes considérables aux forces israéliennes, une vérité que les Forces de défense israéliennes (FDI) et le gouvernement israélien pensent pouvoir nier et cacher à l'opinion publique. Selon les annonces officielles, le gouvernement israélien reconnaît qu'environ 60 soldats des FDI sont morts depuis le 7 octobre. Cependant, cette fin de semaine le directeur du cimetière militaire du Mont Herzl, responsable de l'enterrement des soldats israéliens tués à Gaza, a déclaré : « Nous traversons actuellement une période où à toutes les heures il y a un enterrement, à toutes les heures et demie un enterrement, et on m'a demandé d'ouvrir un grand nombre de tombes. Nous avons enterré 50 soldats en 48 heures ne serait-ce qu'au cimetière de Mont Herzl. »

L'ancien ministre israélien de la Défense Avigdor Lieberman estime que « le cabinet de guerre a perdu le nord ». Les agences de presse rapportent qu'il voulait dire par là qu'Israël est actuellement confronté à l'une des plus grandes défaites militaires de toutes ses guerres précédentes, non seulement contre les Palestiniens, mais aussi contre les armées arabes. Le manque total de crédibilité des rapports officiels israéliens sur l'évolution des combats révèle une incapacité à documenter la moindre réalisation significative. Pour sa part, la Résistance dispose de documents montrant que de nombreux chars israéliens ont été détruits ou endommagés par des frappes directes, notamment à l'aide de missiles antichar Yassin 105, ainsi que des grenades improvisées propulsées par fusée (RPG). Selon les images satellites analysées par *Al Jazeera*, 383 véhicules militaires sont entrés dans Gaza au début de l'opération terrestre, le 27 octobre. Le 8 novembre, il a été confirmé que 136 véhicules militaires avaient été partiellement ou totalement détruits. Le 12 novembre, le nombre de véhicules partiellement ou totalement détruits par la Résistance palestinienne depuis le début de l'opération terrestre s'élevait à plus de 160. L'armée israélienne, quant à elle, n'a pas été en mesure d'établir des bases militaires permanentes et défendables à l'intérieur de Gaza. Tout ce qu'elle a réussi à démontrer c'est le carnage et sa capacité et son penchant à massacrer les Palestiniens.

Aux Nations unies

Le 17 novembre, la représentante de l'État de la Palestine s'est adressée à la Cinquième réunion de 2023 des Hautes Parties contractantes à certaines armes classiques, c'est-à-dire les signataires de la Convention. Dans un discours puissant intitulé « Plus jamais, c'est maintenant », la représentante palestinienne à l'ONU, Nada Abu Tarbush, a donné une réponse émouvante au représentant israélien. Elle a dénoncé la confusion que crée Israël sur l'identité palestinienne et vivement critiqué les déclarations des responsables israéliens qui considèrent les 2,3 millions d'habitants de Gaza comme des cibles légitimes. Elle a contesté la prétention d'Israël d'adhérer au droit international quand il cause plus de 11 350 morts, y compris des enfants, des journalistes et des membres du personnel de l'ONU. Sa présentation en vidéo peut être vue [ici](#).

Volker Türk, haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, s'est adressé le 17 novembre à l'Assemblée générale des Nations unies. Après avoir présenté les statistiques des récentes victimes palestiniennes fournies par le bureau israélien, il a relevé quelques points saillants : 1) de nombreux civils sont incapables de se conformer aux instructions des forces israéliennes de se déplacer ailleurs face à l'imminence des bombardements; 2) la proposition israélienne actuelle d'une soi-disant « zone de sécurité » est intenable : la zone n'est ni sûre ni réaliste pour le nombre de personnes dans le besoin; 3) l'épuisement total imminent des réserves de carburant conduit à l'effondrement des approvisionnements d'eau, des égouts et des services santé cruciaux, et pourrait mettre fin au filet d'aide humanitaire qu'Israël a jusqu'à présent autorisé à entrer à Gaza.

Des épidémies massives de maladies infectieuses semblent inévitables et les civils « sont confrontés à la possibilité immédiate de mourir de faim ». Il a rappelé plusieurs principes du droit international humanitaire : 1) toutes les parties doivent, en tout temps, faire la distinction entre les civils et les combattants, et entre les biens de caractère civil et les objectifs militaires; 2) les attaques dirigées contre des civils ou des biens de caractère civil protégés – tels que les hôpitaux – sont interdites; 3) les attaques sans discernement sont interdites; 4) les attaques disproportionnées par rapport à l'avantage militaire probable – comme le risque constant causé par l'utilisation d'armes explosives à large rayon d'action par Israël dans des zones densément peuplées – sont interdites; 5) les déplacements forcés sont interdits; 6) la prise et la détention d'otages sont interdites; 7) les punitions collectives – comme dans le cas du blocus et du siège imposés par Israël à Gaza – sont interdites; 8) nul n'est au-dessus de la loi. [...] Toutes les allégations sérieuses de violations multiples et graves du droit international humanitaire et des droits humains – quels qu'en soient les auteurs – doivent faire l'objet d'une enquête rigoureuse et d'une obligation de reddition de comptes. »

Volker Türk s'est déclaré profondément préoccupé par les violences commises par les colons soutenus par les FDI contre des Palestiniens en Cisjordanie. Il a rappelé la position claire de l'écrasante majorité des membres de l'Assemblée générale et a déclaré : « Ces appels répétés de la communauté mondiale ne doivent pas être ignorés, mais mis en oeuvre immédiatement. Il doit y avoir un cessez-le-feu pour des raisons humanitaires et de droits humains, et un arrêt des combats – non seulement pour livrer la nourriture dont on a besoin d'urgence et fournir une aide humanitaire significative, mais aussi pour créer un espace qui permette de sortir de cette horreur. »

Au Congrès américain

La représentante au Congrès des États-Unis Ilhan Omar a présenté un projet de loi visant à bloquer la vente de bombes prêtes à assembler d'une valeur de 320 millions de dollars à Israël, en plein assaut contre la bande de Gaza. « Il est de la responsabilité du Congrès d'exercer un contrôle sur les ventes d'armes. C'est pourquoi nous ne devons pas autoriser des ventes d'armes qui seront utilisées pour violer directement le droit américain et international, les droits humains et notre propre position morale dans le monde », a déclaré la représentante. La résolution est coparrainée par les représentantes Cori Bush, Summer Lee, Alexandria Ocasio-Cortez, Delia Ramirez et Rashida Tlaib, qui ont toutes critiqué le soutien des États-Unis à la conduite de l'armée israélienne en Palestine. Elle est également soutenue par plusieurs mouvements et organisations tels que Veterans Against War, Americans for Justice in Palestine action, Amnistie Internationale – États-Unis, Centre for Jewish Nonviolence et le U.S. Council of Muslim Organizations.



Reportage photo : 16 au 19 novembre

Opposition mondiale aux crimes de guerre d'Israël contre le peuple palestinien

CANADA

Halifax

Quelques 500 personnes ont participé à un vigoureux rassemblement de deux heures et demie à l'extérieur le Forum d'Halifax sur la sécurité internationale le 19 novembre pour dénoncer la conférence des auteurs de guerre et exprimer leur solidarité avec les Palestiniens. L'événement était appelé par la Société Canada-Palestine en collaboration avec No Harbour for War.

L'ancien premier ministre israélien Ehud Barak et le maire d'Halifax Mike Savage étaient présents à la Conférence. Eux et le premier ministre du Canada Justin Trudeau et le premier ministre de Nouvelle-Écosse Tim Houston ont été accusés à juste titre par les manifestants de soutenir le génocide du peuple palestinien par Israël. Parmi les orateurs du rassemblement il y avait les représentants de Voix juives indépendantes, No Harbour for War, Voice of Women et d'autres. Par leurs discours, leurs slogans et leurs pancartes, les manifestants ont clairement indiqué qu'Halifax n'est pas un port pour la guerre, et que les Haligoniens sont fermement du côté de la paix, de la liberté et de la justice, avec le peuple palestinien, qui a le droit de se défendre et de résister aux sionistes et à leur occupation.





19 novembre

Montréal



Fermeture du pont Jacques-Cartier le 16 novembre

Le 18 novembre, une foule immense s'est rassemblée pour exiger un cessez-le-feu immédiat, comme le demandent les peuples et la majorité des gouvernements du monde.

Un intervenant après l'autre a dénoncé les crimes de guerre commis par Israël dans la bande de Gaza avec la pleine complicité des gouvernements du Canada, des États-Unis et des anciennes puissances coloniales européennes telles que la France et la Grande-Bretagne qui ont créé les conditions au début du XXe siècle pour la partition de la Palestine. Une représentante de Voix juives indépendantes a dit qu'« en tant que juifs, nous refusons que des crimes et un génocide soient commis en notre nom ». Elle a ajouté que nous sommes tous ensemble, Palestiniens et non Palestiniens, car « nous ne serons pas libres tant que la Palestine ne sera pas libérée ! », aux sons des bravos et applaudissements de la foule de près de 10 000 personnes.

« Ici à Montréal, différentes forces tentent de maintenir un mur de peur entre les communautés juives et palestiniennes; nous leur répondons que nous refusons d'être leurs otages et que nous sommes solidaires des communautés palestiniennes, arabes et juives de Montréal », a-t-elle ajoutée. Elle a rappelé que des personnes à Montréal comme dans le reste du Canada ont été attaquées pour

avoir osé prendre une position de principe à la défense du peuple palestinien, qui paie un prix élevé pour cette déshumanisation raciste utilisée pour justifier les meurtres de masse en Palestine. Elle a ajouté que nous ne devons jamais perdre de vue la bande de Gaza lorsqu'il est question de combattre l'antisémitisme. « Comment pouvons-nous prétendre défendre la communauté juive tout en refusant la même protection au peuple palestinien ? », a-t-elle demandé, aux applaudissements d'une foule de plus en plus nombreuse.

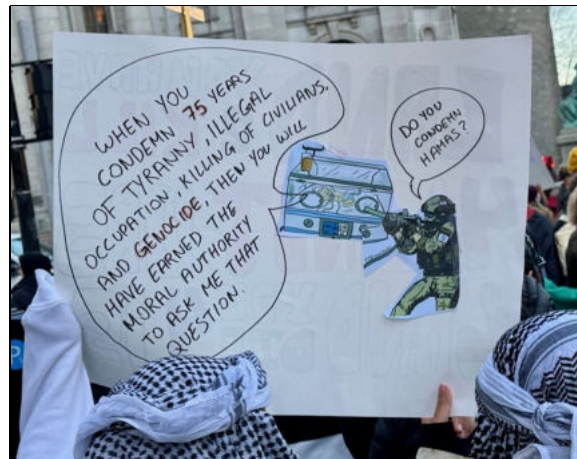
Elle a parlé du courage, comme le fait de se rassembler jour après jour dans la rue, de prendre la parole pour dénoncer l'injustice alors qu'il y a tant de pression exercée ici au Canada de ne pas dire la vérité. « Être courageux, a-t-elle dit, veut dire aussi de prononcer 'Du fleuve à la mer' alors que des activistes sont arrêtés pour avoir osé appeler à la libération de la Palestine et demander des droits égaux pour tous ! ». Ce à quoi la foule a repris plusieurs fois le slogan « *Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre !* »

Elle avait un appel aux représentants élus : « La moindre chose que vous puissiez faire est de prendre position et de dénoncer ce qui se passe. C'est votre responsabilité en tant qu'élus de représenter la volonté des citoyens et préserver partout la dignité humaine. Depuis six semaines vous nous avez trahis, vous avez tenté de nous faire taire, de nous réprimer, et vous avez fait la sourde oreille à nos appels à un cessez-le-feu immédiat et à mettre fin à l'occupation illégale. Chaque jour que vous restez silencieux par crainte ou peur, est un jour de plus de famine et de morts pour le peuple de Gaza. » Elle avait un conseil pour Justin Trudeau : « Cesse de plier l'échine devant les tyrans et les criminels de guerre qui veulent imposer un silence face à toutes ces souffrances inimaginables [en Palestine] et joins-ta voix aux nôtres pour exiger un cessez-le-feu maintenant ! » Elle a terminé en disant : « Mettons fin à l'occupation illégale et à la complicité du Canada, d'un océan à l'autre ! »

Une jeune d'origine palestinienne a rappelé que la mémoire collective d'un peuple est quelque chose de précieux à conserver, même dans des situations tragiques comme celle que vit présentement le peuple palestinien. Elle a annoncé la mise sur pied d'un projet pour enregistrer les noms de tous les Palestiniens décédés depuis le 7 octobre, avec leur âge et où ils sont décédés et les circonstances qui ont entraîné leur décès.

Une fois les discours terminés, la foule a marché pendant plus de deux heures en reprenant les slogans entendus maintes fois, dont « *Nous sommes tous Palestiniens !* », et de nombreux passants prenaient des photos, des gens arboraient des drapeaux palestiniens du balcon de leur logement et des automobilistes klaxonnaient. La marche s'est terminée avec un appel à tous les participants à se rendre en grand nombre à la marche qui aura lieu sur la colline du Parlement à Ottawa le samedi 25 novembre à 13 h. Pour plus d'information sur comment voyager par autobus à partir de Montréal, Toronto et Mississauga pour se rendre à Ottawa, cliquer [ici](#).







18 novembre

ONTARIO

Ottawa



Près de 10 000 personnes se sont rassemblées sur la colline du Parlement le 19 novembre et ont ensuite marché dans le centre-ville d'Ottawa pour une Palestine libre. Avant la marche, des jeunes adultes et des enfants ont une fois de plus ouvert la marche en appelant à un cessez-le-feu immédiatement, à mettre fin au bombardement génocidaire continu de Gaza, à mettre fin à la complicité du Canada dans les crimes de guerres d'Israël et pour une Palestine libre, du fleuve à la mer !

Des représentants de l'Association des étudiants palestiniens de l'Université Carleton et de l'Université d'Ottawa ont souligné que nous continuons d'observer que le gouvernement canadien arme et appuie l'État sioniste d'Israël, qui commet un génocide contre le peuple de Gaza. Ils ont dit que le nombre de Palestiniens tués par Israël a maintenant dépassé 12 000, dont 5000 sont des enfants, que le nombre augmente à toutes les heures et que le gouvernement canadien est complice du génocide qui se déroule devant nos yeux.

« Premier ministre Trudeau, trouves-tu acceptable qu'un orphelin de deux ans a été amputé de ses deux jambes sans anesthésie à cause d'une bombe larguée par un régime que tu appuies depuis 40 jours ? Trouves-tu acceptable, premier ministre Trudeau, que des douzaines de bébés meurent d'une mort lente parce que les incubateurs ne sont plus en mesure de fonctionner ? « Premier ministre Trudeau, es-tu prêt à passer à l'histoire comme un premier ministre qui a accepté le génocide de la Palestine ? », ont-ils demandé.

Ils ont été suivis de deux enfants palestiniens qui ont lu un poème intitulé, *Then, a Palestinian was born.*

Ensuite, un ancien médecin originaire du Pakistan et travaillant aujourd'hui en santé mentale et membre de l'Alliance canadienne des travailleurs de la santé pour Gaza a pris la parole. Elle a rappelé que le 20 novembre est la Journée internationale des droits de l'enfant, qui rappelle l'importance de donner aux enfants du monde l'appui et la protection dont ils ont besoin. Elle a dit que les enfants de Gaza subissent toutes sortes de blessures physiques, vivent des déplacements, la perte de membres de leur famille, la destruction de l'éducation ainsi que des traumatismes psychologiques à long terme et qu'ils subissaient un châtement inhumain. « En ce jour », a-t-elle dit, « nous exigeons un cessez-le-feu immédiat et la restauration des nécessités vitales comme l'électricité et l'eau et que cesse le meurtre sans arrêt des enfants de Gaza. Un cessez-le-feu immédiatement ! »

Le député néodémocrate Matthew Green (Hamilton-Centre) a été invité à parler. Il a dit, entre autres, qu'il allait livrer personnellement des lettres signées par plus de 500 familles palestiniennes et plusieurs organisations civiles au premier ministre et au ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté Marc Miller et à la ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly, faisant valoir l'urgence d'un programme de réunification en réponse à la crise humanitaire à Gaza. Les signataires des lettres appellent le gouvernement du Canada à fixer de nouveaux volets d'immigration permettant une réunification familiale plus rapide et aux personnes déplacées à Gaza de pouvoir se réunir avec leurs familles au Canada, suivant l'exemple des démarches prises pour les ressortissants ukrainiens.

Une porte-parole du Mouvement de la jeunesse palestinienne a remercié Matthew Green d'avoir pris la parole en appui aux Palestiniens, ajoutant qu'elle tenait à faire un rappel à tous les politiciens et députés qu'un cessez-le-feu n'est pas assez, et qu'il faut en finir avec la colonisation et l'occupation sionistes de la patrie palestinienne. Elle a aussi souligné que la violence de l'occupant ne peut jamais être mise sur un même pied que la juste résistance d'un peuple colonisé. Elle a dit : « Non seulement nous exigeons un cessez-le-feu, nous exigeons une décolonisation active. Le projet sioniste en Israël est, et a toujours été, un projet colonial de peuplement et on doit le dénoncer comme tel. Il faut mettre fin à l'occupation, lever le siège de Gaza, mettre fin aux



ventes d'armes du Canada à Israël et à l'Accord de libre-échange Canada-Israël, et, par-dessus tout, exiger le droit de retour de tous les réfugiés et une Palestine libre, du fleuve à la mer ! »

Elle a annoncé la marche nationale pour la Palestine à Ottawa le 25 novembre à 13h, où les gens provenant de villes partout au Canada convergeront vers la capitale nationale.

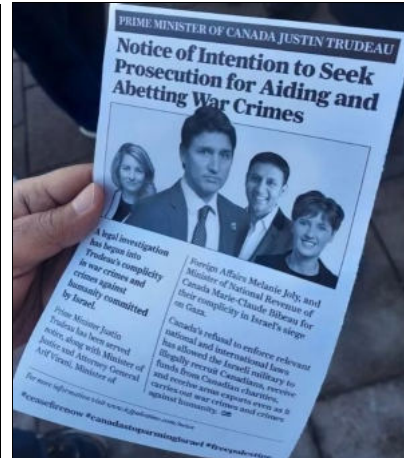
« Je vous promets, le vent tourne. Nous avons un aperçu de l'avenir, d'un avenir où nous pouvons retourner en Palestine, une Palestine libérée, ou nous pouvons recueillir le fruit de notre lutte de libération. Le gouvernement peut choisir de nous ignorer, mais les peuples se soulèvent partout dans le monde pour exiger une Palestine libre. Il est de notre devoir, nous qui sommes dans l'autre impérial, de lutter contre la violence impérialiste, de confronter le sionisme tel qu'il existe ici au Canada. C'est là notre rôle dans la grande lutte pour la libération de la Palestine et nous devons continuer de nous présenter ici pour nos frères et nos sœurs de Gaza », a-t-elle dit.

Elle a conclu en disant que le 25 novembre allait être la plus importante manifestation propalestinienne de l'histoire du Canada. « Ce sera le sujet de livres d'histoire et tout le monde a un rôle à jouer. Le monde se soulève et exige la liberté pour le peuple palestinien. Nous ne nous reposerons pas avant de voir une Palestine libre ! »





19 novembre



Manifestation devant le bureau du premier ministre le 16 novembre

Toronto



16 novembre



Manifestation de professionnels de la santé devant l'édifice de la CBC 18 novembre 2023 en soutien aux travailleurs de la santé à Gaza

Dans le cadre des actions de soutien à la population de Gaza et de Palestine, des milliers de personnes de Toronto et d'aussi loin que Hamilton et Pickering ont participé à un rassemblement et à une marche le 18 novembre. L'événement était appelé par le Mouvement de la jeunesse palestinienne avec le soutien de nombreuses autres organisations. La manifestation a débuté devant le consulat des États-Unis sur l'avenue University, où les organisateurs ont affirmé qu'ils ne resteraient pas silencieux et qu'ils continueraient de manifester pour exiger la fin du génocide perpétré par le gouvernement israélien soutenu par les États-Unis.

Lors de l'action, une militante autochtone vivant à Toronto et ayant de la famille à Gaza a dénoncé le régime colonial brutal du Canada, qui fait partie de l'impérialisme occidental et qui est complice de la tuerie brutale qui a lieu à Gaza. Elle a souligné la solidarité historique entre les peuples autochtones du Canada, qui ont été historiquement soumis à des conditions brutales et inhumaines, et la situation similaire à laquelle sont confrontés les habitants de Gaza et de Palestine. C'est un seul et même système génocidaire qui nous déshumanise, nous chasse de nos terres et nous opprime, a-t-elle dit, et ce système doit disparaître.

Deux des principaux slogans de la marche étaient « *Cessez-le-feu maintenant !* » et « *Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre* ». Il y avait aussi : « *Fin au siège de Gaza maintenant* » et « *Ce n'est pas une occupation, ce n'est pas une guerre, c'est un génocide* ».

Les participants ont dénoncé la lâcheté des politiciens, à commencer par le premier ministre Justin Trudeau et le président américain Joe Biden, qui gardent le silence face au massacre de civils gazaouis par Israël – plus de 12 000 personnes ont été tuées, dont la moitié sont des enfants, et beaucoup d'autres ont été blessées. Les orateurs ont condamné les crimes de guerre commis par Israël, qui a violé tous les droits que le droit humanitaire lui impose de garantir à un peuple sous occupation en vertu de la Convention de Genève de 1949. La CBC et d'autres médias ont également été dénoncés pour avoir répété la désinformation et les mensonges de l'État sioniste d'Israël et pour être le porte-parole de la justification des crimes odieux de ce pays et de ses commanditaires américains.

Les participants ont remonté l'avenue University, sont passés devant l'Université de Toronto et ont traversé le quartier chinois, avec une mer de drapeaux palestiniens et des slogans tout au long du parcours. De nombreuses personnes faisant leurs courses ou se trouvant le long des trottoirs ont levé le poing en appui aux manifestants qui se sont dirigés vers l'est, sur la rue Queen, en passant devant plusieurs banques, dont les succursales de la Banque Royale, de la Banque Scotia et de la CIBC, où les manifestants ont apposé des autocollants pour dénoncer les milliards de dollars que ces institutions financières investissent dans la machine de guerre américano-israélienne, qui tue des innocents à Gaza. À la fin de la marche, les organisateurs ont proclamé que ces actions se poursuivraient jusqu'à ce que la Palestine soit libre et ont invité tout le monde à se rendre à Ottawa le 25 novembre pour une Journée nationale d'action sur la colline du Parlement.





18 novembre

Barrie



18 novembre

London



19 novembre

Windsor

Le samedi 18 novembre, pendant deux heures, des membres et des sympathisants de Windsor4Palestine ont brandi des drapeaux palestiniens depuis deux passerelles piétonnes surplombant des tronçons très fréquentés de Huron Church Road/autoroute 401 et de l'autoroute E.C. Row.

De grandes bannières appelant à un cessez-le-feu et demandant au Canada de cesser de financer les crimes de guerre ont été suspendues au viaduc de Huron Church alors que des activistes se tenaient de part et d'autre en agitant des drapeaux et tenant une bannière sur laquelle était écrit « *Mettons fin au génocide à Gaza !* ». Huron Church est la route d'accès au pont Ambassador, le passage frontalier le plus fréquenté entre le Canada et les États-Unis. Les camionneurs qui se dirigent vers le pont ou qui en reviennent font partie des nombreuses personnes qui ont klaxonné et fait des signes d'appui en voyant les drapeaux flotter et les bannières accrochées sur les côtés du viaduc. Les camionneurs et autres automobilistes circulant sur la voie rapide ont réagi de la même manière que ceux qui se trouvaient sur le viaduc. Le député néodémocrate de Windsor-Ouest, Brian Masse, dans la circonscription duquel les actions ont eu lieu, a assisté à l'action sur le viaduc du chemin Huron Church.



Les enfants qui accompagnaient leurs parents ont dessiné et écrit à la craie des messages en appui au peuple palestinien et sa cause sur le sol des deux passerelles, dont une est utilisée avant tout par les élèves de l'école secondaire Assumption située proche de là.



Actions simultanées sur deux viaducs le 18 novembre — sur Huron Church Road/401 menant au pont Ambassador et sur l'autoroute E.C. Row.

Kitchener-Waterloo





19 novembre

ALBERTA

Calgary

Le 19 novembre, le rassemblement hebdomadaire de Calgary, organisé par Justice for Palestinians (JFP) et Voice of the Oppressed, a eu lieu à l'hôtel de ville et a été suivi d'une marche militante dans le centre-ville. Plus de 5 000 personnes y ont participé, ce qui en fait la plus grande manifestation depuis le début des actions. Les organisateurs ont souligné qu'il y a des manifestations à Calgary depuis six semaines, dans le cadre d'actions menées dans des dizaines de villes à travers le Canada et des centaines à travers le monde, où des millions de personnes exigent sans relâche un cessez-le-feu et la fin du génocide et du siège de Gaza. À Calgary, la semaine dernière, des sit-in ont eu lieu devant les bureaux de deux députés, des pétitions ont été signées et diffusées et des rencontres ont eu lieu avec des élus pour leur demander de prendre position.

Immédiatement après le discours d'ouverture, l'organisateur principal de Justice for Palestinians, Wesam Khaled, s'est adressé à la manifestation. Il a parlé de son arrestation par la police de Calgary à la suite du rassemblement du 5 novembre et de l'abandon des poursuites le 17 novembre. Les accusations portées contre lui étaient basées sur la prétention que le slogan de longue date « *Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre* » constitue « un commentaires antisémite offensant ». Il a été chaleureusement accueilli à son retour après s'être vu interdire de participer à des manifestations jusqu'à ce que les accusations soient levées.

Wesam a exprimé sa gratitude pour l'immense soutien qu'il a reçu après son arrestation. Il a ensuite expliqué ce que signifie le mot d'ordre « *Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre* ».

« Les Palestiniens n'ont pas connu la liberté depuis la création de l'État sioniste israélien, depuis leur expulsion violente de cette terre que la création de cet État a rendue nécessaire, et depuis le déni de leurs droits à retourner sur cette terre, et de leurs droits politiques et humains sous l'occupation. Ces droits sont refusés au peuple palestinien dans sa patrie depuis 1948. Notre appel

'Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre' est un appel à la liberté. Ce n'est pas un appel au racisme, ce n'est pas un appel à la violence contre quiconque, c'est un appel à la liberté. C'est un appel à la fin du racisme, c'est un appel à la fin de la violence sur la base d'une paix juste où le peuple palestinien vit sur un pied d'égalité sur cette terre avec tous ceux qui appellent la Palestine leur patrie, en commençant par leur propre terre. C'est ce que représente ce slogan. »

Ces commentaires ont été accueillis par la reprise du slogan en question par la foule présente.

Wesam a expliqué que les accusations retenues contre lui ont été suspendues, et non abandonnées. Cela signifie que les autorités « peuvent les réactiver à tout moment au cours des 12 prochains mois ». « C'est ce qui est suspendu au-dessus de ma tête. Mais cela ne m'arrêtera pas et cela n'arrêtera aucun d'entre nous. Et la vérité, c'est que notre pouvoir ne repose pas sur moi, ni sur aucun des leaders ici présents. Tout le monde ici est un leader. Notre mouvement repose sur le pouvoir du peuple. Et peu importe que j'aie été arrêté, peu importe qu'ils m'arrêtent à nouveau, parce que nous savons, nous comprenons quelque chose que ces tyrans ne comprendront jamais : lorsque vous jetez l'un d'entre nous à terre, il y en a 1000 autres pour prendre la relève. »

Parmi les orateurs, il y avait un homme et sa jeune fille qui venaient d'arriver de Gaza. Il a expliqué qu'il était à Gaza pendant la guerre et qu'il ne pensait pas pouvoir survivre. Il a décrit l'horreur d'être chez soi pendant les bombardements, sans nourriture, sans eau, sans électricité, sous les décombres. Il a dit : « Imaginez votre famille sous les décombres et vous ne pouvez rien faire. Il a expliqué que de nombreux membres de sa famille se trouvaient toujours à Gaza et a terminé son récit émouvant de l'enfer que vivent les habitants de Gaza en disant : « *Gaza a besoin de votre aide* » et « *Justin Trudeau, réveille-toi ! Ça suffit !* »

Des milliers de personnes ont défilé dans le centre-ville de Calgary en scandant sans relâche des slogans tels que « *Libérez la Palestine maintenant ! Un cessez-le-feu immédiat* », des slogans accusant Biden et Trudeau de génocide, Israël d'être un État terroriste. La marche s'étendait sur plusieurs pâtés de maisons le long de l'avenue Stephens, a envahi les trottoirs et la chaussée de la 9e Avenue N.W. et fait retentir : « *Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre* ».

À la fin de la marche, les gens sont restés pour une séance de micro ouvert où ils étaient invités à s'exprimer. Pendant que la session de micro ouvert s'organisait, certains des participants à la marche ont continué à marcher vers le nord jusqu'à la 4e Avenue et Macleod.

Il y avait une très forte présence policière au centre-ville, y compris des officiers à cheval. Cela a été le cas lors de toutes les manifestations en appui à la Palestine. Le but visé est d'intimider les manifestants mais ça ne marche pas.

Les médias rapportent que cinq personnes ont été arrêtées par le Service de police de Calgary. Trois manifestants ont été accusés de voies de fait contre une agente de la paix et une quatrième personne a été accusée d'entrave à un agent de la paix. Une cinquième personne a été relâchée sans accusation. La police tente de justifier l'arrestation de ceux qui ont continué de marcher en citant le fait que la circulation avait été interrompue sur la 4 Avenue S.E., « et en invoquant l'escalade du comportement de la foule ». Elle n'a pas précisé que toute la 9e Avenue – une route importante du centre-ville de Calgary – avait été fermée pour la marche et que la semaine précédente, lors de la marche sur Macleod trail et la 4e Avenue S.E., où se trouve le bâtiment fédéral Harry Hays, la même route avait été fermée sans qu'aucune accusation n'ait été portée.

Il est inacceptable que le Service de police de Calgary et les différents niveaux de l'État canadien s'érigent en juge et jury de ce qu'ils considèrent comme acceptable lorsqu'il s'agit de personnes défendant leur droit de manifester et d'exercer leur droit de défendre ce qu'elles savent être une cause juste.





19 novembre

Edmonton



18 novembre

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Vancouver





18 novembre

Victoria





19 novembre

Duncan

Plus de 200 membres de la communauté de Cowichan et d'autres villes de l'île de Vancouver se sont rassemblés à Duncan le 18 novembre pour une marche et un rassemblement « afin de déclarer en termes clairs leur amour, leur considération et leur attention sans bornes pour le peuple de la Palestine occupée ». Parmi les orateurs figuraient des militants de longue date pour une Palestine libre, un représentant de la Jeunesse palestinienne de Nanaimo et d'autres personnes qui ont évoqué l'histoire de la lutte du peuple palestinien sur trois générations et la situation actuelle à Gaza, dénonçant « les actions meurtrières de la FOI (Force d'offensive israélienne) soutenue par toutes les nations occidentales à un degré ou à un autre ». Les organisateurs ont distribué une lettre signée par le caucus fédéral néodémocrate au bureau de circonscription de leur député local. La lettre appelle à un cessez-le-feu et les organisateurs ont déclaré : « Nous attendons toujours que le gouvernement lui-même prenne la même position et le fait qu'il ne l'ait pas fait est vraiment dégoûtant. » Les participants ont marché et lancé des appels tels que « *Pour un cessez-le-feu maintenant !* », « *Libérez la Palestine !* », et « *Libérez la Palestine, du fleuve à la mer !* », avant de se disperser dans un parc local, en acceptant avec enthousiasme l'invitation à marcher à nouveau la fin de semaine suivante.





18 novembre

ÉTATS-UNIS

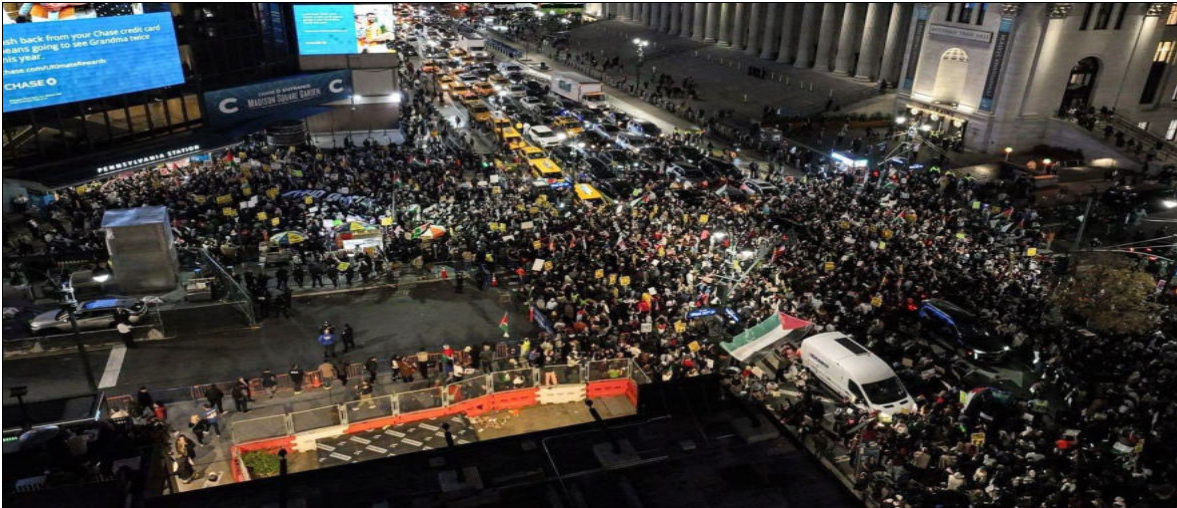
New York, New York



16 novembre



17 novembre



19 novembre

Chicago, Illinois



18 novembre

Denver, Colorado



New Haven, Connecticut



17 novembre

Baltimore, Maryland



17 novembre



19 novembre

Palm Beach, Florida



19 novembre

Atlanta, Géorgie



17 novembre

Memphis, Tennessee



17 novembre

Dallas, Texas



19 novembre

San Antonio, Texas



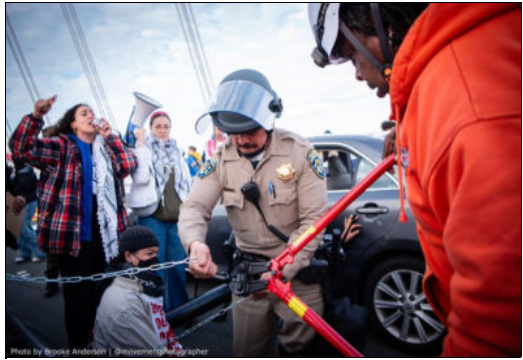
Los Angeles, Californie



17 novembre

San Francisco, Californie





17 novembre

Berkeley, Californie



16 novembre

San Jose, Californie



19 novembre

San Diego, Californie



19 novembre

Sacramento, Californie



18 novembre

AMÉRIQUE LATINE La Havane, Cuba



18 novembre



Mexico, Mexique



16 novembre

San Jose, Costa Rica



19 novembre

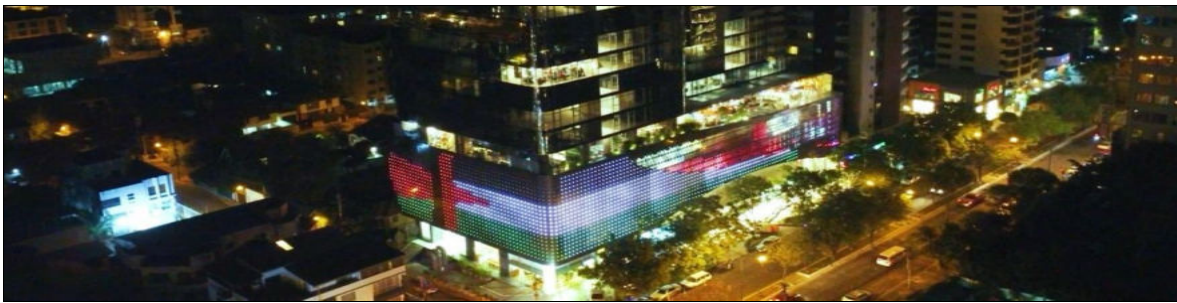
São Paulo, Brasil





17 novembre

Bolivie



Cochabamba, 16 novembre



La Paz, 16 novembre

ASIE Sanaa, Yémen





18 novembre

Akaba, Jordanie





17 novembre

Rabat, Maroc



16 novembre

Manama, Bahreïn



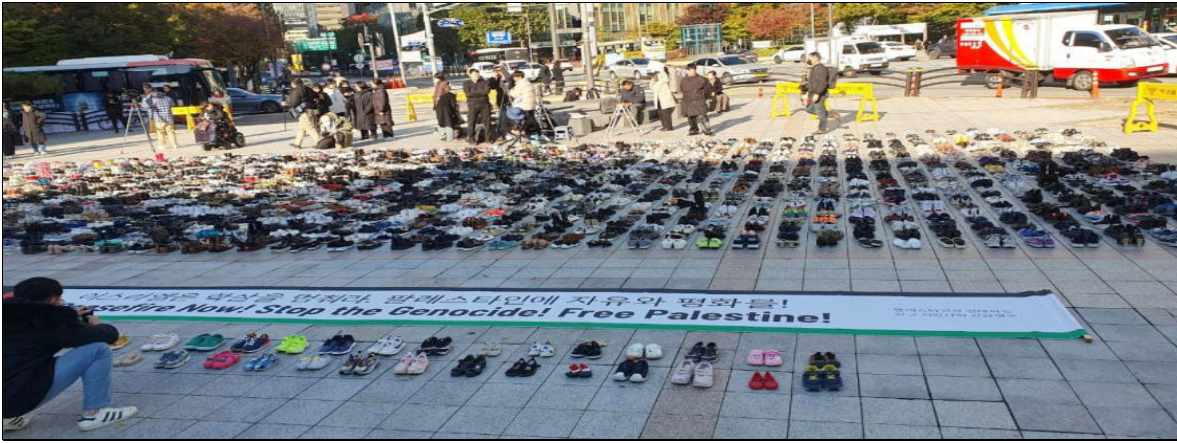
18 novembre

Lahore, Pakistan



19 novembre

Séoul, Corée



17 novembre

Tokyo, Japon



17 novembre



19 novembre

Océanie

Australie





Melbourne, le 19 novembre



Sydney, le 19 novembre



Perth, le 19 novembre

Nouvelle-Zélande



Dunedin, le 18 novembre



Auckland, le 19 novembre

L'EUROPE Angleterre



Londres, le 17 novembre



Londres, le 18 novembre



Corby, le 18 novembre



Dorchester, le 18 novembre





Liverpool, le 18 novembre



Margate, 18 novembre



Newcastle, le 18 novembre



Nottingham, le 18 novembre



Oxford, novembre 18



Rochester, le 18 novembre



Sheffield, le 18 novembre



Truro, 18 novembre

Écosse



Édimbourg, le 17 novembre



Glasgow, le 18 novembre

Abergavenny, Pays de Galles



18 novembre

Irlande





Dublin, le 18 novembre



18 novembre

Reykjavik, Islande





18 novembre

Helsinki, Finlande



19 novembre

Lausanne, Suisse



19 novembre

Pays-Bas



Rotterdam, le 16 novembre

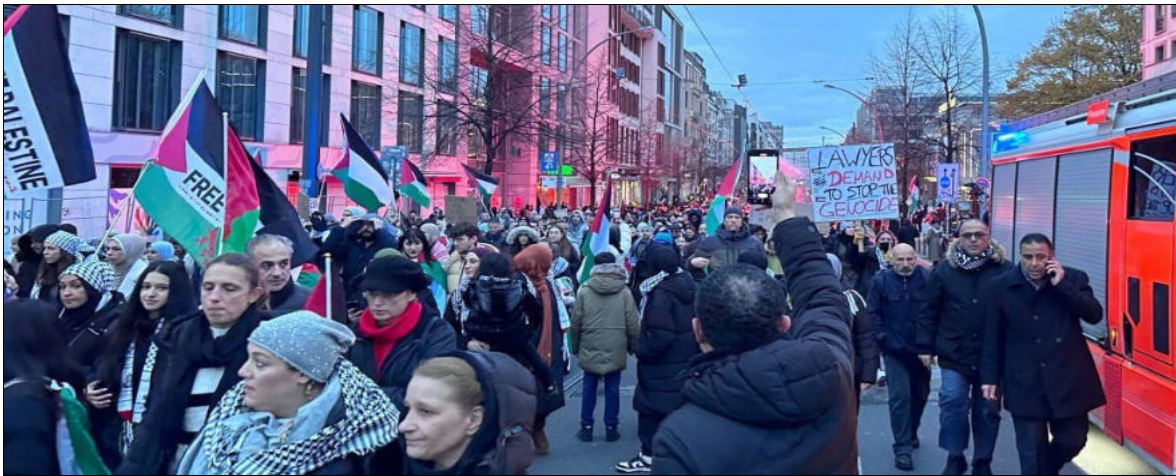


Amsterdam, 17 novembre



Rotterdam, le 19 novembre

Allemagne



Berlin, le 19 novembre



Düsseldorf, le 19 novembre

France

Les centrales syndicales françaises estiment que 60 000 personnes se sont rassemblées à Paris et 40 000 autres dans des dizaines d'autres villes du pays le samedi 18 novembre, malgré une pluie torrentielle. Sur les banderoles on lisait entre autres : « *Halte au massacre à Gaza et en Cisjordanie* » et « *Cessez-le-feu immédiat !* ». « La France doit immédiatement demander un cessez-le-feu pour que les armes se taisent », a dit Sophie Binet, secrétaire générale du syndicat CGT, parmi nombreux dirigeants syndicaux qui ont pris la parole lors du rassemblement.





Paris, 18 novembre





Toulouse, 18 novembre

Lisbonne, Portugal





18 novembre

Espagne



Madrid, 18 novembre



Barcelone, 18 novembre



Madrid, le 19 novembre



Alcorcón, 19 novembre

Athènes, Grèce





(Photos: LML, PYM, S. Hersh, WBW, Palestine House Toronto, A. Latif, Chubby Roots, A. Pettman, FTT-np, M. Golden, agimediata, Answer, USMOVIC, uspcn, Solidarity Ervin, J. Mayall, @baltbeat, whatcandicesays, B. Alvarez, MXGMN, drgloryjjjj, PSL, MLK50 Memphis, @hannahhh, movement photographer, lultoto, @berkeleyside, M. Dacher, joeorephoto, @machine_wisdom, R.M. Ojeda, M. Golden, activistcamera, A. Redes, F. Edwards, Shehab, @Free_Bird, H. Naqvi, Peoples Assembly, A. Naim, N. Sasaki, @akaWACA, Solo Monk, Tass, @punisheddiacomo, E. Starshine, L. Lew, @5Pillarsuk, SW, AltymcaltIt, T Law Journo, pcdsbs, J. Kopite, PSC, thegreen_raven, @kareem79, kentpbp, SLF Palestine, G. Martin, @PeruginiNic, @ahlam8814, @CitizenKev61, R. Muhareb, Mary Lou McDonald, eldarwish90, @brandonancrowne, C. Mullaly, @Memonoptra, @Palcif48, @Murphylsr, Zaid Revolution, @SprinterMonitor, Rijnmond, Doorbraakeu, News Alaine, act4pal5, A. pertus, Online Pal, Collectif PV, Dorion Mffe, Esquerda, Montecruzphoto, @PeMjia, Mas Alcoron, disorderisti)



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca